

Le 21 janvier 2021

### **Message aux membres d'OSSTF/FEESO de l'Exécutif provincial**

Le chaos et la confusion sans fin créés par le ministre de l'Éducation, Stephen Lecce, et le gouvernement Ford n'a fait qu'accentuer le stress et l'anxiété que ressentent de nombreux membres. Cela est le plus palpable chez les membres qui sont tenus de se rendre dans les écoles pour appuyer les élèves pendant la période d'apprentissage à distance ou dans les conseils scolaires du Nord de l'Ontario, où de nombreux édifices sont entièrement ouverts pour l'apprentissage en personne.

Nous savons que certains aides-enseignants, éducateurs et éducatrices, membres du personnel de bureau, travailleuses et travailleurs des soins psychologiques, membres du personnel de conciergerie, techniciennes et techniciens, membres du personnel enseignant et autres membres de l'équipe en éducation se trouvent présentement dans des écoles qui sont considérées « fermées » par le gouvernement. En même temps, de nombreux travailleurs et travailleuses en éducation et membres du personnel enseignant dans certains conseils scolaires dans le Nord de l'Ontario ont repris l'enseignement en personne.

Les préoccupations au sujet d'un retour limité ou complet à la prestation de l'apprentissage, de soutiens et de services en personne aux élèves ne se limitent pas aux conseils scolaires individuels. Ces problèmes s'étendent à l'échelle de la province. Toutefois, les incohérences dans la planification du gouvernement et les conseils scolaires laissés à eux-mêmes pour prendre leurs propres décisions sans direction claire de la part du ministère de l'Éducation ont perpétué la confusion et l'anxiété parmi nos membres, nos élèves et leur famille et les communautés locales.

OSSTF/FEESO et de nombreux autres intervenants en éducation ont demandé maintes fois au ministre de l'Éducation et au gouvernement d'écouter la voix des travailleuses et travailleurs de première ligne. Ils continuent à ne pas tenir compte de vous. Nous avons également demandé une pause complète de l'apprentissage en personne jusqu'à ce que des niveaux pertinents et clairs de sécurité pour les travailleuses, les travailleuses et les élèves sont établis et atteints.

Les autorités en santé publique semblent réticentes à intervenir ou mettre en question le gouvernement sur ses décisions. Les décisions du gouvernement relativement à la pandémie de la COVID-19, y compris les décisions sur ce que nous devons faire dans le cas des écoles, sont prises sans transparence et on nous offre un raisonnement flou. Nous continuons de demander au gouvernement de fonder sa prise de décisions sur des renseignements de santé fondés sur des données probantes lorsqu'il s'agit de freiner la propagation de la COVID-19, surtout dans les écoles et les communautés.

Nous comprenons que les membres peuvent se sentir défaits et piétinés par la combinaison de l'ignorance du gouvernement et la pandémie elle-même. Cependant, il y a des actes que nous pouvons tous poser individuellement et collectivement pour faire en sorte que nos préoccupations sont entendues à travers le bruit créé par la pandémie de la COVID-19.

Le lundi 18 janvier, une lettre a été livrée au ministre de l'Éducation Stephen Lecce de demander une réunion avec notre président dans les plus brefs délais dans le but de discuter des circonstances urgentes dans lesquelles nous nous trouvons tous. Cette action s'accompagne d'un certain nombre d'étapes clés entreprises par l'Exécutif provincial et le personnel du Bureau provincial pour souligner publiquement les préoccupations des membres et de joindre les autres intervenants et alliés en éducation pour amplifier nos messages, forger des coalitions et explorer les options qui sont à la disposition de la fédération pour protéger nos membres et la sécurité de nos communautés dans

lesquelles ils œuvrent.

Vos dirigeants syndicaux locaux travaillent en coulisses pour signaler les préoccupations plus larges en matière de sécurité et collaborent avec les comités mixtes de santé et de sécurité pour les aborder. Ils posent des griefs et déposent des plaintes au moyen des processus judiciaires à leur disposition. Ils sont engagés à la défense des intérêts par le biais de vos médias locaux, auprès des conseillers scolaires et auprès des gestionnaires. Bien que ces processus nécessitent du temps et peuvent s'avérer extrêmement frustrants, vos commentaires, votre soutien et votre solidarité sont essentiels si nous espérons atteindre la réussite et une meilleure sécurité, maintenant et à l'avenir.

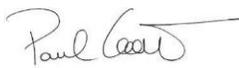
Vous, les membres, devez exprimer vos préoccupations individuelles si vous vous trouvez dans une situation dangereuse au travail. Parlez à vos dirigeants locaux au sujet du recours approprié aux dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* pour signaler aux gestionnaires, aux directions, aux superviseurs et aux inspecteurs du ministère du Travail toute situation non sécuritaire au travail. Notre défense des intérêts est renforcée lorsque les membres cernent les préoccupations en matière de santé et de sécurité par le biais des processus à la disposition des travailleuses et des travailleurs.

Nous devons nous rappeler que les élèves ont le droit à une éducation. Nous sommes entièrement et de tout cœur d'accord. Toutefois, nous croyons également que les élèves et le personnel doivent être en sécurité lorsqu'ils reçoivent cette éducation et que l'apprentissage, les soutiens et les services aux élèves sont à leur meilleur lorsqu'ils sont dispensés en personne. Cela n'est simplement pas pratique ou faisable présentement. C'est grâce à votre travail que le système d'éducation financé à même les deniers publics demeure fort. C'est grâce à votre travail que nous continuons de fournir le meilleur apprentissage, les meilleurs soutiens et les meilleurs services possibles aux élèves, dans les circonstances actuelles. C'est grâce à vous qu'ensemble, nous persévérerons. Ensemble, nous sommes forts.

En toute solidarité,



Harvey  
Bischof,  
président



Paul  
Caccamo,  
vice-président



Karen  
Littlewood, vice-  
présidente



Earl Burt, trésorier



Martha  
Hradowy,  
agente de  
l'Exécutif



Malini Leahy,  
agente de  
l'Exécutif



Dave Warda,  
agent de l'Exécutif